Cahiers d'Asie centrale

26 | 2016
1989, année de mobilisations politiques en Asie centrale

L'année 1989 : politique mémorielle et recherche scientifique sur les répressions politiques au Kazakhstan

The Year 1989: Politics of Memory and Academic Research on Political Repressions in Kazakhstan

1989 ГОД: ПОЛИТИКА ПАМЯТИ В АКАДЕМИЧЕСКИХ ИССЛЕДОВАНИЯХ ПОЛИТИЧЕСКИХ РЕПРЕССИЙ В КАЗАХСТАНЕ

Arajlym Musagalieva et Ulbolsyn Sandybaeva

Traducteur : Masha Cerovic

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/asiecentrale/3243
ISSN : 2075-5325

Éditeur
Éditions De Boccard

Édition imprimée
Date de publication : 30 novembre 2016
Pagination : 51-75
ISBN : 978-2-84743-161-2
ISSN : 1270-9247

Référence électronique
Arajlym Musagalieva et Ulbolsyn Sandybaeva, « L'année 1989 : politique mémorielle et recherche scientifique sur les répressions politiques au Kazakhstan », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/asiecentrale/3243

© Tous droits réservés

L'année 1989 : politique mémorielle et recherche scientifique sur les répressions politiques au Kazakhstan

Arajlym Musagalieva & Ulbolsyn Sandybaeva*

Le choix de l'année 1989 dans l'histoire des recherches scientifiques consacrées aux répressions politiques au Kazakhstan n'est pas fortuit. Dans les années quatre-vingt, les processus de réforme (*perestroïka*) et de transparence (*glasnost'*) ont occasionné un retour sur les « silences » et « pages sombres » de l'histoire[1], objets d'un intérêt grandissant. Alors que le 5 janvier 1989, le décret n°145/39 sur les « Mesures supplémentaires de restauration de la justice pour les victimes des répressions politiques des années trente, quarante, et début des années cinquante » est publié à Moscou, la même année, la Commission d'enquête sur les circonstances liées aux événements de décembre 1986 à Alma-Ata[2] voit le jour dans la République socialiste soviétique kazakhe (RSSK), témoignant de la spécificité du Kazakhstan dans le processus de *glasnost'*. Les débats et recherches sur le passé – qu'il soit colonial, impérial, ou soviétique – jouent un rôle important dans la construction du nouveau projet national.

* Arajlym Musagalieva est docteure en histoire, professeure de l'Université nationale eurasiatique L.N. Gumilev d'Astana, Kazakhstan.

Ulbolsyn Sandybaeva est docteure en philosophie, maître de conférence à l'Université nationale eurasiatique L.N. Gumilev d'Astana, Kazakhstan. Contact : arai0410@mail.ru

[1] NdT : dans le texte en russe « *belye i černye pâtna istorii* » [les taches blanches et noires de l'histoire].

[2] Un soulèvement populaire y avait entraîné une nouvelle vague de répressions.

Les recherches académiques soviétiques sur le thème de la répression politique conduites pendant la perestroïka participent à la reconstruction d'une mémoire étouffée et traumatique. Or une société post-traumatique se caractérise par l'importance particulière qu'y occupe la mémoire historique, comme le confirment la quête de nouvelles formes de récit du passé, la confrontation entre différentes versions de l'histoire des anciennes républiques de l'Union soviétique. Il est important de souligner que la nation et la question de l'identité nationale se trouvent toujours au centre de ces histoires . De nombreux chercheurs occidentaux décrivent les États post-soviétiques d'Asie centrale comme des régimes de construction nationale et soulignent l'hégémonie des nations titulaires (Smith G. *et al.*, 1998). Anatoly Khazanov attire particulièrement l'attention sur l'importance des marqueurs ethniques dans les différentes sphères de la vie sociale au Kazakhstan (Khazanov, 1995).

Dans ce contexte, il est important d'analyser l'influence sur les processus de construction nationale des débats scientifiques et des recherches consacrées à l'histoire, notamment à l'histoire des répressions politiques au Kazakhstan et des politiques mémorielles. On peut affirmer que les récits du passé élaborés par les historiens kazakhstanais et la constitution d'une mémoire historique représentent d'importantes ressources symboliques pour l'État à des fins de construction de la nation. L'historien français Ernest Renan, déjà, soulignait la nécessité d'une mémoire partagée et d'un oubli collectif pour l'existence d'une nation (Renan, 1902). L'histoire nationale est un facteur important d'unité pour un État souverain, comme l'affirme le programme gouvernemental *Le Peuple dans le cours de l'histoire 2014-2016*, dont l'une des missions est « la formation d'une nouvelle vision historique de la nation grâce à la diffusion d'une histoire nationale »[3]. Aujourd'hui, l'idée nationale est reflétée dans la conception du « *Mangilik el* » [pays éternel], dont la formation d'une conscience historique et la préservation du code culturel national sont des aspects importants.

Les cadres théoriques de la mémoire

Les projets mémoriels jouent un rôle considérable dans la formation d'une identité nationale. Cette question a déjà été amplement étudiée par les théoriciens du nationalisme (Gellner, 1983 ; Smith, 1986 ; Hobsbawm,

[3] Voir le contenu détailé du programme sur http://e-history.kz/ru/contents/view/331.

1990 ; Anderson, 1991). Notons que c'est justement en 1989 qu'Ernest Gellner a écrit l'introduction à l'édition russe de son livre *Nations et Nationalisme*, dans laquelle il identifie les problèmes suivants en URSS :

> Il existe un problème très grave, conséquence de ce que l'implantation de certains peuples est le fait des déplacements forcés à l'époque stalinienne : la répartition actuelle entre majorité et minorité est le fruit de l'arbitraire administratif. Pourquoi de telles injustices devraient-elles se perpétuer ? […] Certains, déjà, ne constituent plus la majorité sur la terre de leurs ancêtres, par suite d'un développement économique qu'ils ne sont pas en mesure de contrôler. Doivent-ils pour autant être privés de leur patrie ? (Gellner, 1991, p. 7)

Dans ce contexte, les événements de 1986 à Alma-Ata témoignent du début de « l'ère du nationalisme »[4]. Dans le discours officiel, ils avaient été présentés comme une manifestation du nationalisme kazakh, d'un sentiment national douloureux, etc. Dans son livre, Gellner définit le nationalisme comme un mouvement urbain, de masse, de l'ère industrielle. Dans un tel contexte, l'inadéquation entre l'état de la culture nationale et sa censure par le pouvoir politique est un sujet sensible ; ce qui favorise l'éclosion d'un sentiment d'humiliation nationale et, partant, d'une aspiration du peuple à l'indépendance. C'est ce qui s'est produit au Kazakhstan. Dans le sillage de John Armstrong, nous pensons que les processus de construction nationale ne doivent pas être considérés comme un projet des élites ; ils dépendent pour beaucoup du cours de l'histoire, de l'existence de symboles et d'une mémoire, d'un « complexe mythe-symbole » (Armstrong, 1982). Comment l'histoire nationale a-t-elle été présentée par l'historiographie soviétique ?[5]

La politique de la mémoire n'est pas allée sans conflit mémoriel. L'historiographie nationale, telle qu'elle s'est formée, cherche à rejeter la tradition historiographique impériale, y compris celle de l'époque sovié-

---

[4] En décembre 1986, la jeunesse kazakhe avait manifesté en masse à Alma-Ata contre le pouvoir central, reprochant la destitution du Premier secrétaire du Parti communiste de la RSS kazakhe Dinmukhamed Kunaev et son remplacement par le Russe Gennadij Kolbin qui, jusqu'ici, n'avait jamais travaillé au Kazakhstan. La manifestation fut dispersée dans le sang (entre 2 et 168 morts selon les sources), avec notamment l'utilisation par les forces de l'ordre de pelles de déminage, de chiens de combat, de lances à eau alors même que les manifestants défilaient dans le froid. Une répression brutale s'ensuivit. La plupart des documents relatifs à ces événements sont conservés dans les archives de Moscou et Almaty et n'ont pas encore été ouverts au public.

[5] Soulignons ici qu'il est nécessaire de considérer l'historiographie soviétique comme un phénomène scientifique et politique particulier (Toŝenko, 2000 ; Van Meurs, 2001 ; Sherlock, 2002 ; Suny, 2002 ; Martin, 2002 ; Šebalin, 2014).

tique. L'idéologie dominante ne permettait pas de mener des recherches sérieuses sur de nombreux sujets, l'éventail même des sujets était alors restreint. Les travaux d'Ermukhan Bekmakhanov (1915-1966), fondateur de la chaire d'histoire du Kazakhstan à l'université d'État al-Farabi en 1947, en constituent un exemple éloquent. Sa contribution à l'ouvrage collectif *L'Histoire de la RSS kazakhe (de l'Antiquité à nos jours)* (Abdykapykov & Pankratova, 1943), dans lequel il traite du soulèvement de Kenesary Kasymov, mais surtout son livre *Le Kazakhstan des années 1820 aux années 1840*, paru en 1947, furent sévèrement critiqués en raison de leur impact redouté sur la conscience nationale des Kazakhs. Dès lors, les universitaires devinrent la cible de répressions. En effet, cette suggestion d'explorer les questions de développement socio-économique et politique du Kazakhstan à différentes époques a été perçue comme une tentative de détourner l'attention des historiens de étude de la période soviétique. Le 21 janvier 1947, le Comité central du Parti communiste de la RSSK adoptait une résolution sur « L'Erreur politique grave de l'Institut de langue et de littérature de l'Académie des sciences de la RSS kazakhe ». Selon le chercheur Leonid Gur'evič, cette décision a permis d'élaborer un arsenal théorique et idéologique pour une campagne de grande envergure destinée à toute l'élite des sciences humaines de la république (Gur'evič, 1992, pp. 75-79).

Les recherches historiques sur le Kazakhstan sont entrées dans une nouvelle phase à partir du milieu des années cinquante[6]. Néanmoins, les

[6] Citons par exemple les publications suivantes : *Istoriâ kazakhskoj SSR (s drevnejšikh vremen do našikh dnej) v 5-ti tomakh, t.5* [L'histoire de la RSS kazakhe (de l'Antiquité à nos jours) en 5 tomes, t. 5], Alma-Ata: Nauka, 1957 ; Sulejmenov B.S., 1963, *Agrarnyj vopros v Kazakhstane poslednej treti XIX–načala XX v. (1867-1907 gg.)* [La question agraire au Kazakhstan, dernier tiers du XIXe–début du XXe siècles (1867-1907)], Alma-Ata: Nauka ; Dakhšlejger G.F., 1965, *Social'no-èkonomičeskie preobrazovaniâ v aule i derevne Kazakhstana (1921-1929 gg.)* [Changements socioéconomiques dans l'aul et le village du Kazakhstan (1921-1929)], Alma-Ata: Nauka ; Nusupbekov A.N., 1966, *Formirovanie i razvitie sovetskogo rabočego klassa v Kazakhstane (1917-1940gg.)* [Formation et développement de la classe ouvrière au Kazakhstan (1917-1940)], Alma-Ata: Nauka ; Bejsembaev S.B., 1968, *Lenin i Kazakhstan (1897-1924)* [Lénine et le Kazakhstan (1897-1924)], Alma-Ata: Kazakhstan ; Kozybaev M. & Golikova Z., 1973, *Zolotoj fond partii. Iz opyta kadrovoj politiki KPSS* [Le trésor du parti. De l'expérience de la politique des cadres du PCUS], Alma-Ata: Kazakhstan ; Sulejmenov B.S. & Basin V.Â., 1977, *Vosstanie 1916 goda v Kazakhstane. Pričiny, kharakter, dvižušie sily* [La révolte de 1916 au Kazakhstan. Causes, nature, forces motrices], Alma-Ata: Nauka ; Margulan A.Kh., 1979, *Begazy-dandybaevskaâ kul'tura Central'nogo Kazakhstana* [La culture Begazi-Dandybai du Kazakhstan central], Alma-Ata: Nauka ; Ismagulov O., 1982, *Ètničeskaâ antropologiâ kazakhov* [L'anthropologie ethnique des Kazakhes], Alma-Ata: Nauka.

recherches sur certaines personnalités historiques, en particulier celles du début du XXe siècle, sont restées interdites et des directives secrètes du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) ont entraîné le retrait de la circulation de certaines publications de chercheurs consacrées à l'histoire du Kazakhstan, notamment son histoire soviétique (Nurpeisov, 1991).

Les événements de décembre 1986 à Almaty ont eu un impact négatif sur l'activité des historiens, en suscitant à nouveau la peur. Des questions très actuelles, comme la famine du début des années trente, les répressions politiques, la politique des terres vierges, etc., ne sont pas abordées avant 1991. Or ce sont justement ces questions, comme le remarque la chercheuse britannique Shirin Akiner, qui auraient pu servir de puissant facteur de consolidation pour le peuple. L'auteur remarque notamment, à propos de la tragédie des années trente, que ces événements n'ont pas pris, dans la conscience des Kazakhs, la même place que le génocide des Juifs dans l'identité européenne. Ils ont été condamnés à l'oubli à cause de l'impossibilité de les penser (Akiner, 1995). Il s'agit là, sans aucun doute, d'une mémoire traumatique, et, dans la conscience collective, l'interprétation de cet événement est en grande partie fonction des recherches menées par les historiens et du développement de pratiques de commémoration.

Les recherches sur la mémoire adoptent désormais diverses approches : la mémoire collective de Maurice Halbwachs (2007), les lieux de mémoire de Pierre Nora (1999), la théorie de la politique mémorielle d'Eric Hobsbawm (1990), ou encore la mémoire culturelle de Jan Assman (2004). Dans notre cas, le concept d'Hobsbawm sur le lien entre mémoire et idéologie, sur la possibilité pour des groupes politiques de manipuler les images du passé en fonction des besoins actuels est particulièrement opérant – même si différentes formes de mémoires d'opposition, non-officielles, peuvent toujours émerger. Dans l'ensemble, la mémoire offre un tableau complexe et ambigu. Outre les théories de la mémoire, nous mobiliserons également les paradigmes du totalitarisme, qui sont largement utilisés pour l'étude de l'époque stalinienne, voire de toute la période soviétique. Ils sont utiles pour aborder la question des répressions politiques, en particulier si l'on prend en compte le fait que de nombreux camps du Goulag se trouvaient au Kazakhstan.

Le débat sur les « silences » de l'histoire, condition nécessaire à l'étude de la question des répressions politiques au Kazakhstan

L'on connaît le rôle crucial que jouent les historiens dans l'initiation et la promotion du nationalisme, en créant les fondements rationnels de la nation rêvée (Smith, 2002, p. 236). À l'époque soviétique, les recherches sur l'histoire du Kazakhstan étaient menées par l'Institut d'histoire, d'archéologie et d'ethnologie Valikhanov, du nom du célèbre ethnographe kazakh Čokan Valikhanov (1835-1865). Dès 1987, Ramazan Sulejmenov, alors directeur de l'institut, souleva publiquement pour la première fois la question de la persécution des membres distingués de l'intelligentsia kazakhe par les bolcheviks. Il publia un article sur les apports de Sandžar Asfendiarov à l'émergence de la science historique (Sulejmenov, 1987). Asfendiarov était l'auteur de nombreuses publications parmi lesquelles *L'Histoire du Kazakhstan (depuis l'Antiquité)* (1935), *La Révolte de libération nationale de 1916 au Kazakhstan* (1936)[7], et avait participé activement aux débats sur l'intelligentsia kazakhe. Outre Sulejmenov, citons quelques pionniers des recherches sur les répressions politiques, qui ont contribué à faire de ce sujet un thème majeur de l'histoire nationale à la fin des années quatre-vingt : Manaš Kozybaev, Grigorij Kozlov, Nugman Žagyparov, Tlemis Mustafin, Vladimir Grigor'ev, Vladimir Osipov.

Le 25 août 1988, le journal de langue kazakhe *Socialistìk Qazaqstan* [Kazakhstan socialiste] publia les actes d'une table ronde organisée par les historiens de l'Institut Valikhanov pour discuter les silences de l'histoire, comprendre leur origine et déterminer leurs responsables (« Tarikhtyng… », 1988). Malgré le ton émotionnellement très chargé de ces discussions, elles permirent de poser les bases d'un examen conceptuel des périodes douloureuses de l'histoire nationale, et notamment des silences dont la rhétorique est importante pour comprendre comment se forment les histoires nationales à travers la maturation de conflits mémoriels, comme l'a alors explicité Sulejmenov, par exemple :

> Le terme même de « silence » a déjà une signification large et globale. Il renvoie non seulement à des questions qui n'ont pas du tout été étudiées,

[7] Asfendiarov S.D., 1935, *Istoriâ Kazakhstana (s drevnejšikh vremen)* [L'histoire du Kazakhstan (depuis l'Antiquité)], t. 1, Alma-Ata–Moscou: Kazakhstanskoe kraev. izd-vo ; Asfendiarov S.D., 1936, *Nacional'no-osvoboditel'noe vosstanie 1916 g. v Kazakhstane* [La révolte de libération nationale de 1916 au Kazakhstan], Alma-Ata–Moscou: Kazakhstanskoe kraev. izd-vo.

> mais aussi à celles qui, des années durant, l'ont été insuffisamment ou de façon biaisée (*idem*).

Et l'historien Kozybaev d'ajouter :

> Maintenant que nous levons le voile sur les silences de l'histoire, rien ni personne ne doit être oublié. Malheureusement, de nombreuses pages de l'histoire du Kazakhstan ne sont pas seulement oubliées, elles ne sont pas même mentionnées (*idem*).

Les participants à la table ronde citèrent des exemples historiques concrets : le rattachement du Kazakhstan à la Russie, les mouvements de libération nationale, l'histoire de l'intelligentsia soviétique kazakhe, la collectivisation, les répressions politiques staliniennes. Vladimir Osipov, historien du Parti, y rappela les règles régissant le travail du comité du Parti, notamment « l'interdiction pour les chercheurs de consulter les documents de dossiers en cours », le secret des archives. Discutant du destin de l'intelligentsia pendant les répressions staliniennes et de la raison de ces silences, Sulejmenov expliquait :

> Les conséquences des répressions des années trente-cinquante persistent jusqu'à aujourd'hui […] Les accusations infondées portées contre des innocents ont tellement marqué notre intelligentsia que, jusqu'à nos jours, la peur se transmet, telle une malédiction, de génération en génération (*idem*).

Cela montre que, même à l'époque de la *glasnost'*, des chercheurs qui n'avaient pas connu les répressions continuaient d'être inquiets dans l'exercice de leur fonction. Kozybaev faisait le même constat. La question des répressions contre les historiens fut abordée dans ce même journal dans la rubrique « Débats sur les problèmes actuels », où Sulejmenov renvoyait aux nombreuses publications qui portaient des accusations contre les historiens et chercheurs travaillant sur l'ethnographie et l'histoire ancienne :

> À leur époque, V.V. Vostrov et M.S. Mukanov ont été accusés de faire l'apologie des aperçus de la société tribale qu'offraient leurs livres *Composition clanique et tribale des Kazakhs et leur implantation* (1968) et *Composition ethnique des Kazakhs de la Žuz moyenne et leur implantation* (1974)[8].

[8] Vostrov V.V. & Mukanov M.S., 1968, *Rodoplemennoj sostav i rasselenie Kazakhov (konec XIX–načalo XX v.)* [Composition clanique et tribale des Kazakhs et leur implantation], Alma-Ata: Nauka ; Mukanov M.S., 1974, *Ètničeskij sostav kazakhov srednego žuza i ikh rasselenie* [Composition ethnique des Kazakhs de la Žuz moyenne et leur implantation], Alma-Ata: Nauka.

Au fil de ces discussions, l'on relève les positions de ceux qui essayaient de comprendre les événements de 1986 à la lumière de ces recherches – c'est-à-dire de l'étude de l'histoire kazakhe – et pour lesquelles l'intérêt pour l'histoire du peuple conduirait à la montée du nationalisme. Sulejmenov a rétorqué sans ambiguïté qu'il ne fallait pas établir de lien entre les causes des événements de 1986 et ces livres. Ces débats montrent que la construction de l'identité par son rattachement à un passé historique, en particulier pré-soviétique, était perçue par une certaine partie de la population comme nationaliste, et de fait suscitait l'inquiétude. À l'époque soviétique, le nationalisme avait toujours une connotation négative au regard de l'idéologie internationaliste, comme l'expliquait en 1983 Raisa Koldobskaâ :

> Les chercheurs n'ont pas encore assez étudié le difficile contexte de lutte idéologique et politique contre le chauvinisme grand-russe et contre les nationalistes bourgeois locaux à l'époque de la création de l'État soviétique kazakh et aux premiers temps de son histoire (Koldobskaâ, 1983, p. 167).

La même année, Masanov et Sužikov critiquèrent violemment les thèses des soviétologues occidentaux sur la question nationale en URSS :

> Aujourd'hui, la science politique bourgeoise promeut l'idée qu'il existe en URSS une « hiérarchie des nations », appuyée sur les prémisses mensongères de l'existence dans notre pays de « nations souveraines », de « petits frères » […] leur objectif politique est d'essayer de jeter le discrédit sur la politique nationale léniniste du PCUS, les réussites de l'URSS dans la solution de la question nationale (Masanov & Sužikov, 1983, pp. 171,173).

L'ensemble de l'argumentation des auteurs se résume à affirmer que les historiens du Kazakhstan ont réfuté ces idées taxées de mensongères. Tous les articles publiés par l'Institut Valikhanov adoptaient à peu près le même ton en 1983 encore, quelques années à peine avant la Perestroïka. Les événements de décembre 1986 étaient, pour cette raison, particulièrement inattendus dans cette république multinationale ; personne ne s'attendait en effet à ce qu'ils s'y produisent, d'autant qu'à l'époque, les Kazakhs y étaient minoritaires. Tout cela confirme la thèse de Rogers Brubaker, selon laquelle les traumas historiques non résolus, le silence sur les événements tragiques, leur tabouisation, sont potentiellement explosifs. En URSS, « la prise en compte du passé » n'a pas eu lieu (Brubaker, 2000). Il a fallu attendre 1989 pour que les historiens commencent à s'intéresser aux conséquences de la collectivisation, à la politique brutale de Filipp

Golo̧ekin[9], à la famine de 1932-1933, à l'histoire du mouvement Alaš, en insistant, dans ce contexte, sur l'importance d'analyser les sources et les archives. Le débat que nous avons présenté, la discussion publique de ces « silences » de l'histoire ont donné l'impulsion au développement ultérieur de l'historiographie nationale.

L'intensification des recherches sur les activités d'Alaš et l'idée de construction nationale

La recherche consacrée au mouvement Alaš est l'un des axes principaux de structuration de l'historiographie nationale kazakhe. Cette thématique a une signification particulière dans le développement de la conscience nationale, car les représentants de ce mouvement étaient actifs dans les champs socio-politique, scientifique, pédagogique et littéraire. La popularité de ce sujet peut être comprise à travers le prisme de la théorie de Gellner sur l'alliance entre l'État et la culture, la convergence entre le politique et le national pour l'émergence du nationalisme (Gellner, 1991). En effet, l'un des principaux objectifs d'Alaš était l'autonomie territoriale d'une population partageant la même origine, la même culture et la même langue. Pendant toute la période soviétique, les membres d'Alaš étaient considérés comme des « nationalistes », un point de vue qui dominait parmi les Kazakhs et ne fut remis en cause qu'après les événements de décembre 1986.

Il faut noter que, même après le vingtième congrès du Parti communiste de 1956, Alaš était resté un thème interdit et que ses membres ne furent pas réhabilités. L'historien Kajdar Aldažumanov l'explique par le fait qu'ils étaient des opposants au gouvernement soviétique, des partisans de Trotski, parties prenantes des luttes de faction internes au parti bolchévique (Aldažumanov, 2009). Si on analyse le contenu du rapport de Khrouchtchev sur « le culte de la personnalité et ses conséquences », son objectif n'était pas de critiquer le régime communiste. Il soutenait qu'après la mort de Lénine, Staline avait déformé les idées du leader et avait soumis tout le peuple à son pouvoir. C'est pourquoi Khrouchtchev accordait une attention particulière aux illégalités de la période de la grande terreur stalinienne. Le texte du rapport était, en effet, entièrement consacré à l'analyse

[9] Membre du Comité central du PCUS de 1927 à 1934, il est considéré comme le principal responsable de la famine de 1932-1933.

des répressions politiques des années 1937-1938 alors que l'opposition au gouvernement soviétique et la « terreur rouge » léniniste étaient passées sous silence. La réhabilitation par les autorités qui s'ensuivit était exclusivement basée sur ce rapport.

À la fin des années quatre-vingt, la question des victimes des répressions politiques est devenue centrale pour tous les peuples de l'URSS. Dans ce contexte, nous soutenons l'idée que les souffrances partagées et la compassion pour les victimes renforcent la nation. Les premières recherches des historiens sur ce sujet ont d'abord été des initiatives individuelles. Bien sûr, la nécessité s'est imposée d'exploiter les archives. Par la suite, des décisions réglementaires ont été prises au niveau étatique. Présentons quelques-unes de ces étapes.

Le 23 décembre 1987, le directeur de la filiale kazakhe de l'Institut du marxisme-léninisme, Bajdabek Tolepbaev, envoya une lettre « Sur les personnes citées dans la lettre de L.D. Kuderin » au Comité central du PCUS, dans laquelle il soulevait la question de la réhabilitation des membres d'Alaš (Gribanova *et al.*, 2008, pp. 55-58). La déclaration de Kuderin citait de nombreux représentants de l'intelligentsia kazakhe condamnés à tort. Il affirmait qu'en dépit des réhabilitations postérieures, ils continuaient à être considérés péjorativement, et que leur œuvre littéraire et scientifique était injustement ignorée. L'Institut répondit que cela était une conséquence de leur activité politique et avant tout, du fait qu'ils étaient liés à l'Autonomie Alaš (*Alaš Orda*) « contre-révolutionnaire ». En outre, il n'y avait pas eu d'analyse scientifique approfondie de leur activité et leur œuvre littéraire et scientifique n'avait pas été évaluée. Des documents du NKVD avaient été trouvés, qui qualifiaient leur activité de « contre-révolutionnaire, antisoviétique ». Dans la mesure où la réhabilitation devait être individuelle, il était proposé qu'une commission spéciale fût créée à cet effet par le Comité central du PC kazakh ou par le gouvernement républicain.

En janvier 1988, à la demande d'Olžas Sulejmenov, premier secrétaire de l'Union des écrivains du Kazakhstan, le procureur général de la RSSK, G.B. Elemesov, dénonçait l'illégalité des poursuites contre les membres d'Alaš Orda et faisait appel auprès de la Cour suprême de la RSSK. Le 4 novembre 1988, la chambre des affaires criminelles de la Cour suprême examinait le jugement sur « le dossier d'instruction des membres de l'organisation secrète contre-révolutionnaire, terroriste Alaš Orda, organisée

pour renverser le gouvernement soviétique de l'intérieur ». Après s'être plongée dans les quatorze tomes de l'acte d'instruction et les dépositions de tous les témoins, la commission a conclu à des violations graves de la loi et des falsifications de la part de l'instruction. Une expertise de leurs écrits a révélé que les publications et travaux des membres d'Alaš ne comprenaient pas de propagande antisoviétique. Sur la base de la décision de la Cour suprême, un texte signé par Olžas Sulejmenov et adressé au secrétaire du Comité central du PC kazakh, G. Kolbin, proposait la réhabilitation définitive des membres d'Alaš. Sur décision d'une commission organisée à l'Académie des sciences, un décret spécial fut publié en 1988 pour la réhabilitation politique et scientifique des membres d'Alaš (Žurtbaj, 2008, pp. 3-4). Il s'agissait de quatorze personnes qui avaient été condamnées sur décret de l'OGPU le 4 avril 1930, parmi lesquels Akhmet Bajtursynov (1872-1937), Miržakyp Dulatov (1885-1935), Magžan Žumabaev 1893-1938), et Žucipbek Ajmauytov (1889-1931). Ce décret a joué un rôle important dans le rétablissement de la justice historique et dans la diffusion de leur œuvre (Gribanova *et al.*, *op. cit.*, p. 59).

Ainsi, les historiens longtemps empêchés d'étudier le mouvement Alaš, de restituer les noms et les idées de ses membres, pouvaient enfin lancer des recherches. Ils furent notamment frappés par l'illégalité absolue des dossiers policiers de l'époque. Par exemple Akhmet Bajtursynov avait été exclu du barreau sans l'ouverture de poursuites pénales ; sa condamnation fut prononcée en son absence, et par des autorités qui n'en avait pas la compétence légale. Cette situation s'est révélée caractéristique du traitement des membres d'Alaš. En juillet 1989, une table ronde fut organisée à l'Institut du marxisme-léninisme sur le thème « Alaš Orda : émergence, activité et désintégration ». De célèbres historiens y participèrent, offrant une perspective historique sur Alaš Orda (*ibid.*, pp. 197-214).

À partir de là, les historiens kazakhstanais se sont pleinement saisi de l'histoire des répressions politiques. L'accès des chercheurs aux archives, jusqu'ici interdites, fut alors autorisé. C'est précisément à ce moment-là que les études sur le mouvement Alaš ont connu un regain d'actualité. Les œuvres des membres d'Alaš ont été publiées[10] et les articles de presse

[10] Voir par exemple : Bajtursynov A., 1989, *Šygharmalary* [Œuvres choisies], Almaty: Gylym ; Ajmauytov Ž., 1989, *Šygharmalary* [Œuvres choisies], Almaty: Gylym ; Žumabaev M., 1989, *Šygharmalary* [Œuvres choisies], Almaty: Gylym.

consacrés à l'analyse de leur action sociale et politique se sont multipliés[11]. Ces publications ont eu un fort écho dans la société kazakhe et ont participé à l'éveil de la conscience nationale.

Au cours des années quatre-vingt-dix, c'est au plus haut niveau que les recherches sur les répressions politiques et l'ouverture de nouvelles archives ont pu être organisées. En 1990, la conférence sur « L'histoire du Parti communiste du Kazakhstan : avancées, évaluations, théories » a permis de réunir des universitaires et des activistes. En 1993, l'Institut d'histoire et d'ethnologie Valikhanov a publié un recueil d'articles consacrés à l'actualité des recherches sur les répressions politiques (*Kazakhstan*, 1993). K. Nurpeisov y présenta des documents d'archives sur les travaux d'Alimkhan Ermekov (1891-1970) ; S. Mažitov sur l'œuvre d'Ermukhan Bekmakhanov (1915-1966) ; quant à R. Nurmagambetova, elle y analysa l'historiographie d'Alaš dans les années vingt et trente. Ce recueil a permis aux chercheurs de prendre connaissance de nouvelles données et sources sur les victimes des répressions politiques.

Par ailleurs, grâce à leurs monographies, les historiens D. Amanžolova, K. Nurpeisov et M. Kojgeldiev ont fourni un apport significatif à notre connaissance de l'action sociale et politique de l'intelligentsia nationale qui s'est battue pour le rétablissement d'une souveraineté kazakhe. Dans leurs travaux, ils ont examiné des questions diverses, telles que l'opposition des membres d'Alaš aux bolcheviks en 1917-1920, leurs positions face à la situation intérieure du pays pendant la guerre civile, etc. (Amanžolova, 1993 & 1994 ; Nurpeisov, 1995 ; Kojgeldiev, 1995). Dans les publications actuelles consacrées au mouvement Alaš de 1917 à 1956 et à l'histoire de l'intelligentsia kazakhe, de nouvelles sources et recherches scientifiques continuent d'être publiées, à l'instar notamment des thèses

[11] Voir par exemple : Käkìšev T., 1989, «Qazaq ziâlylarynyng taghdyr – talajy (A. Bajtursynov, S. Qožanov, O. Nurbaev, S. Aspandiârov)» [Le destin de l'intelligentsia kazakhe (A. Bajtursynov, S. Qožanov, O. Nurbaev, S. Aspandiârov)], *Qazaq ädebietì*, 26 mai ; Samurzin A., Grigor'ev V., 1989, «Bökejkhanov žäne tarikh šyndyghy» [Bukejkhabov et la vérité historique], *Qazaq ädebietì*, 7 juillet ; Burabaev M.S., Kajnazarova S.V., 1989, « Obŝestvenno-političeskie vzglâdy A. Bajtursynova» [Regards sociopolitiques sur A. Bajtursynov], Vestnik AN KazSSR, n° 8, pp. 48-59.; Grigor'ev V.K., 1990, «Alaš-Orda», *Zarâ*, n° 1-2 ; Grigor'ev V.K., 1990, «Kadetter žolyn ustanghan partiâ» [Le parti, qui avance sur le chemin des cadets], *Qazaqstan kommunisì*, n° 5, pp. 62-65 ; Nurpejìsov K., 1990, «Saâsi partiâ bolyp sanala ma?» [Est-ce un parti politique ?], *Qazaqstan kommunisì*, n° 15, pp. 69-75 ; Käkìšev T., 1990, «Šyndyqty burmalamaj, žulmalamaj ajtajyqšy» [Disons la vérité], *Qazaqstan kommunisì*, n° 15, pp. 75-83.

consacrées à l'historiographie de l'œuvre des intellectuels d'Alaš par R. Nurmagambetova (2003) et G. Kakenova (2006).

« Sa vie, c'est toute l'histoire kazakhe » : ces mots ont été écrits à propos du poète, philosophe et historien Šakarim Kudajberdiev (Sydykov, 2012, p. 344). Il est considéré comme un membre d'Alaš, même s'il a quitté le mouvement en 1918, à la suite de désaccords avec la direction du parti. Par exemple, si Šakarim partageait le mécontentement des Kazakhs face à l'installation des colons russes sur les meilleures terres agricoles, il voyait en eux aussi des personnes et comprenait la colonisation comme un fait accompli, comme le rapporte Sydykov. Dans le journal *Abaj* en 1918, Šakarim écrivait : « le nationalisme peut donner naissance à une culture, mais pas à un cœur pur. Un cœur pur, voilà la conscience » (*ibid.*, p. 237). La conscience était une catégorie philosophique importante pour Šakarim. Il faut souligner qu'il ne s'était pas engagé dans l'action politique. Pourtant le régime redoutait l'influence de ce poète philosophe sur le peuple. Après son assassinat en 1931, à l'âge de 73 ans, son nom fut interdit car synonyme des pires maux de l'époque : ennemi du régime soviétique, nationaliste bourgeois, membre d'Alaš Orda, etc. En 1988 encore, ce n'est qu'avec difficulté que la commission a réussi à le réhabiliter. Son livre, *Généalogie des dynasties turques, kirghizes, kazakhes et han*, est particulièrement précieux pour les historiens. Ce livre, traduit en russe et réimprimé en 1990, est devenu populaire parmi les Kazakhs, car il leur permettait de remonter leurs racines familiales (Šakarim, 1990).

L'ensemble des sources disponibles sur le mouvement Alaš a été publié dans un recueil de documents en trois tomes (*Dviženie Alaš*, 2011). Mais on ne peut pour autant affirmer que toutes les sources sur le mouvement Alaš aient été identifiées à ce jour. Sans aucun doute, d'autres documents attendent encore les historiens dans les archives. L'idée du mouvement Alaš, selon laquelle le salut du peuple ne viendrait pas seulement de son éducation, mais aussi de son auto-détermination, de la libération nationale, a trouvé un écho dans la conscience nationale grandissante des Kazakhs des années quatre-vingt. En 1989, les historiens kazakhstanais se sont tournés vers l'étude d'Alaš, en plaçant leurs travaux dans le contexte des questions sur les conceptions de la souveraineté nationale. C'est pourquoi les articles des historiens et spécialistes de littérature ont été accueillis par le public avec intérêt et émotion :

> La signification historique d'Alaš Orda est que ce mouvement a, pour bien des années à venir, défini le programme de la souveraineté kazakhe, qui devait nécessairement se réaliser tôt ou tard (*ibid.*, p. 249).

Si l'on considère que presque tous les dirigeants du parti Alaš ont été tués, que 4 297 de ses membres ont été réprimés, et qu'environ cent dix mille personnes ont été victimes de répressions politiques au Kazakhstan entre 1920 et 1953 (Masanov *et al.*, 2001, pp. 304-305), ces traumatismes historiques ne pouvaient qu'engendrer, avec le temps, un fort ressentiment à l'égard de la période soviétique.

Une mémoire traumatique : les recherches sur les camps staliniens au Kazakhstan

L'historien Jan Assman distingue deux formes de mémoire collective : communicative et culturelle (Assman, 2004). La mémoire communicative est la mémoire de la génération qui a directement participé à un événement historique donné ; elle peut être considérée comme un élément de la biographie individuelle, ce qui lui confère une connotation émotionnelle. Lorsque le passé devient un objet lointain de la science historique, la mémoire devient culturelle. Les recherches sur les événements tragiques du siècle dernier, notamment les camps staliniens au Kazakhstan, peuvent être envisagées de ces deux points de vue : la mémoire communicative et la mémoire culturelle.

Dans ce contexte, le recours au concept de totalitarisme semble opératoire, puisque la « radicalité du mal », telle qu'identifiée par Hannah Arendt dans son analyse du totalitarisme (Arendt, 1996) permet de définir le régime stalinien. Alexander Etkind souligne que la spécificité du cas soviétique réside « non dans la terreur de masse en tant que telle, mais dans sa longue durée, l'absence de bornes claires et, en particulier, l'indétermination de son terme » (Etkind, 2004).

Au Kazakhstan furent mises sur pied, à l'époque du totalitarisme, des branches du Goulag : le Karlag (camp de la région de Karaganda), le Steplag (camp des steppes de Džezkazgan), le Pesčanlag (camp des sables de Karaganda), ALŽIR (acronyme pour *Akmolinskij lager' žen izmennikov Podiny*, camp des épouses des traîtres à la patrie d'Akmolinsk), etc. Ce dernier est un cas unique dans l'histoire de l'URSS. À l'époque soviétique, bien entendu, ces pages de l'histoire ne faisaient pas l'objet de recherches.

Beaucoup ne soupçonnaient même pas l'existence de camps de femmes. Ce n'est qu'après leur libération que les victimes ont, pour la première fois, évoqué la vérité historique.

L'information sur ALŽIR est apparue dans *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, chef-d'œuvre documentaire et littéraire du dégel post-stalinien paru à Paris en 1973[12]. Néanmoins, l'auteur russe ne fut pas le seul à traiter des camps du Kazakhstan. Loin s'en faut. Les historiens de Karaganda se sont également saisis de l'histoire des camps. Notons que la majorité des camps du Goulag étaient situés dans les régions du centre et du nord du Kazakhstan. L'article du chercheur Viktor Dik, publié dans *Kazakhstanskaâ Pravda*, a eu un grand écho (Dik, 1988). Cet article a ensuite été republié dans le recueil *Ce dont on ne parlait pas*. L'auteur, sur la base d'entretiens avec des témoins, y écrit une histoire des camps, complétée de documents et lettres d'anciens détenus (Dik, 1990).

À partir de 1989, des articles sur les répressions politiques ont commencé à être publiés dans la rubrique « Memorial pamâti » [Mémorial de la mémoire] du journal *Industrial'naâ Karaganda*, créée par un membre de l'organisation d'éducation historique Ädìlet [Justice]. C'est ainsi que la question du Karlag a été mise à l'ordre du jour pour les chercheurs (Kuznecova, 1989a, 1989b, 1989c ; Ertysbaev, 1989 ; Kiselev, 1989 ; Majer, 1989)[13]. À la suite de cette initiative, des détenus des camps se sont mis à publier leurs mémoires en série. On peut citer les récits autobiographiques

[12] L'auteur a qualifié sa méthode et ce genre de récit historique d'« expérience de recherche artistique ». Le destin de l'écrivain lui-même est étroitement lié à la période de la politique de répression soviétique au Kazakhstan. En tant que détenu du « camp spécial des steppes » de Džezkazgan, il a participé au soulèvement des prisonniers de Kengir. Ce camp spécial n° 4 appelé « camp des steppes », fut créé sur la base d'un ancien camp de prisonniers de guerre. Jusqu'à 25 000 personnes y furent condamnés à des travaux difficiles. Après la guerre, il accueillit les soldats et officiers de l'Armée rouge qui avait été fait prisonniers par les Allemands. Du 16 mai au 25 juin 1954, le camp fut le siège d'un soulèvement des détenus qui reprochaient aux dirigeants le retard pris dans leur libération, après la mort de Staline en 1953. La répression de la mutinerie fit plusieurs centaines de victimes.

[13] Voir par exemple : E. Kuznecova, «Nomera sud'by» [Les numéros du destin], *Industrial'naâ Karaganda,* 19 janvier 1989 ; E. Ertysbaev, 1989, «Kommentarij k kommentariû» [Commentaire du commentaire], *Industrial'naâ Karaganda*, 1er avril ; V. Kiselev, 1989, «Donos. Slučaj iz žizni» [Délation. Cas vécu], *Industrial'naâ Karaganda*, 14 mai ; E. Kuznecova, 1989, «Pis'ma iz marta» [Lettres venues de mars], *Industrial'naâ Karaganda*, 25 novembre ; K. Majer, 1989, «Tak èto bylo…» [C'était comme ça…], *Industrial'naâ Karaganda*, 25 novembre ; E. Kuznecova, 1989, «Zavodskoj pereulok n°3» [Coin d'usine n° 3], *Industrial'naâ Karaganda*, 30 novembre.

de Evgeniâ Ginzburg (1989), Nadežda Surovceva (1989), Khava Volovič (1989), Adda Vojtolovskaâ (1991), Ol'ga Adamova-Sliozberg (1993), et les mémoires intitulées *L'Algérie*[14] *du Kazakhstan* de Galina Stepanova-Klûčnikova (2003). Le journaliste A. Tasymbekov a publié, en 1994, des documents d'archives sur les femmes détenues du Kazakhstan. Il a pu suivre la trace de la terreur bolchévique dans la vie privée des personnes grâce aux témoignages de détenues du camp d'Akmolinsk des épouses des « traîtres à la patrie » et des membres des familles de fonctionnaires réprimés du PCUS. En outre, dans ses travaux, on peut trouver des informations sur les personnes qui travaillaient dans le système du NKVD. Le trésor principal de ce livre réside dans la richesse des entretiens qui retranscrivent les derniers souvenirs des anciennes détenues (Tasymbekov, 1994).

Les mémoires et témoignages cités ci-dessus appartiennent à la mémoire communicative, qui suppose une charge émotionnelle, mais sont néanmoins des sources essentielles pour la compréhension de l'histoire de la période stalinienne. La valeur de ces sources réside en ce qu'elles contiennent des faits qui ne se trouvent pas dans les documents officiels. C'est pourquoi il est important de prendre en compte les sources de ce type. Au Centre Sakharov qui a ouvert ses portes à Moscou en janvier 1990, la base de données électroniques « Les témoignages du Goulag et leurs auteurs » conserve les témoignages de nombreuses détenues du camp d'Akmolinsk[15].

Les évolutions politiques et juridiques survenues au milieu des années quatre-vingt-dix ont influencé les travaux sur cette question. Le 30 décembre 1996, a été publié le décret présidentiel « proclamant 1997 comme année d'unité nationale et de commémoration des victimes des répressions politiques » au Kazakhstan. Cela a nourri l'intérêt scientifique des historiens pour la question. C'est le cas de Dûsetaj Šajmukhanov, historien de Karaganda, qui a été le premier à collecter des documents sur l'histoire du goulag de sa ville. Son livre, *Karlag* (1997), retrace le destin de détenus des camps du Kazakhstan central, leur arrestation, leurs conditions de travail dans l'industrie et l'agriculture. En outre, le livre contient des informations précieuses sur l'histoire du camp d'Akmolinsk, des camps de prisonniers de guerre et du camp spécial des steppes. Pour

[14] En russe, ALŽIR signifie également Algérie.

[15] http://www.sakharov-center.ru/asfcd/auth/

l'époque, il s'agissait d'une analyse riche des sources. La publication de la brochure *Karlag* (1997) de Satybaldy Dil'manov et Ekaterina Kuznecova a représenté une nouvelle étape dans les recherches sur ce sujet ; les deux auteurs y proposent une synthèse de l'histoire du système du Karlag. Dans son travail doctoral, Anfisa Kukuškina a été l'une des premières universitaires à analyser et faire connaître de nouvelles sources sur le camp d'Akmolinsk des épouses des « traîtres à la patrie » et les spécificités de la vie des détenues du camp. L'auteur a ensuite publié sa thèse sous forme de monographie. Dans ce livre, elle utilise des documents des Archives d'État de la région de Karaganda et de la branche du Comité de la statistique juridique et du fichier spécial du Parquet général de la ville de Karaganda. Elle y étudie aussi des questions comme l'intensité d'utilisation du travail et apporte des informations sur les enfants (Kukuškina, 2002).

Parmi les historiens étrangers, il faut souligner le rôle des chercheurs allemands, à l'instar de Wladislaw Hedeler et Meinhard Stark de l'université de Bonn, qui ont étudié les camps du Goulag au Kazakhstan. M. Stark a commencé par publier de brèves informations sur les détenus du Kazakhstan dans ses travaux sur les camps de femmes du Goulag, et W. Hedeler des articles sur l'administration et les gardes du camp de Karaganda dans les années 1929-1940. Dans les années qui ont suivi, ils ont engagé des recherches plus approfondies. En 2007, les deux historiens allemands ont publié, sur la base d'archives de Karaganda, deux livres dans lesquels ils exploitent des sources sur l'histoire du camp de Karaganda de 1930 à 1959, notamment 800 000 fiches, 60 000 dossiers personnels de détenus et 20 000 dossiers personnels d'employés, conservés dans les archives d'État de la région de Karaganda et de la branche du Comité de la statistique juridique et du fichier spécial du Parquet général de la ville de Karaganda. Ils ont accordé une attention particulière à la structure du camp, à la manière dont était organisé le travail et aux tortures subies par les prisonniers (Hedeler & Stark, 2007a, 2007b).

Aujourd'hui, d'autres chercheurs étrangers publient des livres fondés sur les documents qu'ils ont trouvés dans leurs archives, grâce à l'appui des ambassades de leurs pays respectifs. Ainsi, le livre *Retour du néant* a été publié avec l'appui de l'ambassade de Biélorussie au Kazakhstan. Ce livre fournit des listes de victimes des répressions politiques entre 1931 et 1958 sur la base de requêtes transmises au Comité de la sécurité d'État et

du Parquet général du Kazakhstan (Pakuš & Livšic, 2004). Dans ces listes, il apparaît que des déplacés spéciaux[16] aussi pouvaient se trouver dans des camps de redressement par le travail, y compris au Karlag et au camp d'Akmolinsk des épouses des « traîtres à la patrie ». Steven Barnes, professeur au département d'histoire et d'histoire de l'art de l'université George Mason, a publié une monographie sur ce sujet au Karlag (Barnes, 2010).

En partenariat avec les associations des victimes de répression illégale de la ville d'Astana et de la région d'Akmolinsk, Memorial a publié à Moscou, en 2003, un ouvrage répertoriant les noms des femmes du camp d'Akmolinsk. On y trouve aussi de brèves notices sur 7 259 prisonniers du camp de redressement par le travail de Karaganda en 1938-1940 (Grinev *et al.*, 2003). Étant donné que, de 1938 à 1953, 18 000 femmes ont été détenues dans le camp d'Akmolinsk, il apparaît indispensable de poursuivre ce travail de recension des détenues. D'après le musée-mémorial ALŽIR à Astana, cinquante nouveaux noms ont été découverts depuis 2007 et ajoutés aux listes des « Murs de la mémoire » du musée.

Un aspect important de la politique mémorielle est précisément la transformation des camps en musées, l'érection de monuments et la pose de plaques commémoratives. Une mémoire traumatique est liée aux camps ; aussi la mise en scène de ce passé dramatique encourage-t-elle le développement d'un discours critique voire même moral sur ce passé totalitaire. Au Kazakhstan, des monuments à la mémoire des victimes des répressions politiques ont été érigés à partir de 1989 et des plaques commémoratives posées sur les lieux d'enterrement des victimes. Après l'indépendance, des musées dédiés aux répressions politiques ont été ouverts, notamment le musée des victimes des répressions politiques à Chimkent, le mémorial du Karlag à Karaganda, et le musée-mémorial des victimes des répressions politiques d'ALŽIR à Astana. Les historiens interviennent en tant que

[16] On appelait « déplacés spéciaux » (*specpereselency*) les représentants des peuples déportés au Kazakhstan. La référence aux déplacés spéciaux est faite dans la loi kazakhstanaise du 14 avril 1993 sur la Réhabilitation des victimes de répressions politiques de masse, qui stipule : « Sont reconnues victimes de répressions politiques également les personnes soumises à une installation forcée et illicite au Kazakhstan ou hors du Kazakhstan sur la base d'actes émanant des organes suprêmes de la puissance publique de l'Union soviétique ». Pourtant, le sens donné à l'expression « déplacé spécial » change en fonction des documents. L'historien Zemskov fournit l'explication suivante : « Jusqu'en 1934, "déplacés spéciaux" s'applique aux paysans koulaks en exil, dans les années 1934-1944, aux travailleurs forcés, et à partir de 1944 aux peuples déplacés » (Zemskov, 1990, p. 3).

consultants dans les recherches menées par les équipes des musées. Le 31 mai, jour de la commémoration des victimes des répressions politiques, des événements et conférences sont organisés à l'échelle nationale.

Il reste une question que les historiens commencent à explorer, celle du destin des gardes qui ont participé, comme organisateurs et exécutants, aux répressions. Les archives kazakhstanaises ont peu de documents sur ce sujet, à l'exception, par exemple, du fonds personnel de Mikhail Ûzipenko (1921-1994), conservé dans les archives d'État de la ville d'Astana[17]. L'analyse de ces documents montre comment les agents du NKVD cherchaient à se justifier. Après la Perestroïka, Ûzipenko, dans toutes ses interventions, s'est efforcé de prouver son innocence. Son attitude ne va pas sans rappeler la banalité du mal décrite par Hannah Arendt. L'amnésie est l'héritage du totalitarisme : c'est pourquoi les différents modes de mise en mémoire – des représentations muséales aux recherches et débats académiques – jouent un rôle important dans « l'assimilation d'un passé » particulièrement tragique.

Conclusion

L'année 1989 a été un tournant, tant dans l'histoire du Kazakhstan que dans les recherches scientifiques consacrées aux répressions politiques. La société d'alors se trouvait dans un état post-traumatique, à l'instar de son histoire qui, dans bien des cas, peut être présentée comme la reconstruction d'une mémoire étouffée, traumatique. Nous pensons que le traumatisme était intégré à la pensée quotidienne comme à la réflexion théorique de cette époque.

C'est en 1989 qu'a été publié le décret sur « les Mesures supplémentaires de restauration de la justice pour les victimes des répressions politiques des années trente, quarante, et début des années cinquante ». Cette même année est créée dans la RSS kazakhe la Commission d'enquête sur les circonstances liées aux événements de décembre 1986 à Alma-Ata. Ces événements confirment la thèse de Rogers Brubaker, selon laquelle les traumatismes historiques non résolus, le silence fait sur des événements tragiques sont potentiellement explosifs (Brubaker, *op. cit.*). En effet,

[17] M. Ûzipenko a dirigé le département spécial d'Akmolinsk au Karlag en 1940-1941, avant d'être directeur-adjoint du camp en 1941-1943 (Archives d'État de la ville d'Astana, f.370, op.1, d.50, l.1-6).

ces événements de la période de *glasnost'* ont suscité une vague de nouvelles répressions, ce qui fait la spécificité de la situation au Kazakhstan. Les débats et recherches scientifiques sur l'histoire et notamment sur les répressions politiques au Kazakhstan, et, partant, la politique mémorielle, ont eu une influence directe sur le processus de construction nationale. On peut affirmer que les récits du passé élaborés par les historiens kazakhstanais et la constitution d'une mémoire historique constituent d'importantes ressources symboliques pour l'État à des fins de construction de la nation. Cela concerne en particulier les recherches consacrées à l'action d'Alaš, dont la signification historique, d'après les universitaires, réside dans l'idée d'une souveraineté kazakhe. Les recherches sur les camps staliniens au Kazakhstan, la transformation des camps en musées, encouragent le développement d'un discours critique sur le passé totalitaire. En même temps, les traumatismes historiques du passé renforcent aussi l'unité du peuple. Dans l'ensemble, l'historiographie consacrée à cette période se caractérise par la construction d'un discours national et la volonté de rejeter la tradition historiographique soviétique antérieure. Pendant cette période de construction d'un État indépendant, l'historiographie continue de servir les projets nationaux de l'État. Néanmoins, il est désormais temps de prendre en compte la complexité du phénomène mémoriel et la diversité des mémoires des différents groupes ethniques qui vivent sur le territoire du Kazakhstan.

Traduit du russe par Masha CEROVIC

Bibliographie

ABDYKAPYKOV M. & PANKRATOVA A., 1943, *Istoriâ Kazakhskoj SSR (s drevnejšikh vremen do našikh dnej)* [L'histoire de la RSS kazakhe (de l'Antiquité à nos jours)], Alma-Ata: Kazgosizdat.

ADAMOVA-SLIOZBERG O.L., 1993, *Put'* [Chemin], Moscou: Vozvraŝenie.

AKINER Shirin, 1995, *The Formation of Kazakh Identity. From Tribe to Nation-State*. Londres: Royal Institute of International Affairs.

ALDAŽUMANOV K.S., 2009 «Qazaqstandaghy žappaj qughyn – surgìnder tarikhyn zertteu mäselecìne» [Du problème d'étudier l'histoire des répressions de masse au Kazakhstan], *in* E.M. Gribanova, G.N. Murzagalieva, E.V. Čilikova (eds.), *Saâsi qughyn – surgìnder žäne olardyn zardaptary. Estelìkter men maqalalar*

žinaghi [La répression politique et ses conséquences. Souvenirs et recueil d'articles], Almaty: AP RK, pp. 30-36.

AMANŽOLOVA D., 1993, *Partiâ Alaš: istoriâ i istoriografiâ* [Le parti Alaš : histoire et historiographie], Semipalatinsk.

—, 1994, *Kazakhskij avtonomizm i Rossiâ. Istoriâ dviženiâ Alaš* [L'autonomisme kazakh et la Russie. L'histoire du mouvement Alaš], Moscou: IC Rossiâ molodaâ.

ANDERSON Benedict, 1991, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, 2nd ed, Londres: Verso

ARENDT H., 1996, *Istoki totalitarizma* [Les origines du totalitarisme], Moscou: CentrKom.

ARMSTRONG J., 1982, *Nations Before Nationalism*, Chapel Hill: University of North Carolina Press.

ASSMAN J., 2004, *Kul'turnaâ pamât'. Pis'mo, pamât' o prošlom i političeskaâ identičnost' v vysokikh kul'turakh drevnosti* [La mémoire culturelle. Écriture, souvenir du passé et imaginaire politique dans les civilisations antiques], Moscou: Âzyki slavânskoj kul'tury.

BARNES Steven A., 2010, *Death and Redemption. The Gulag and the Shaping of Soviet Society*, Princeton: Princeton University Press.

BEKMAKHANOV E., 1947, *Kazakhstan v 20-40-e gody XIX veka* [Le Kazakhstan dans les années 1820-1840], Alma-Ata: Kazgocizdat.

BRUBAKER Rogers, 2000, «Mify i zabluždeniâ v izučenii nacionalizma. Okončanie» [Mythes et idées fausses dans l'étude du nationalisme. Dernière partie], *Ab Imperio*, vol. 2, pp. 247-269.

DIK V., 1988, « Karlag», *Kazakhstanskaâ Pravda*, 24 juillet.

—, 1990, «Karlag. Istoriâ i sud'by» [Karlag. Histoire et destins], *in* L.P. Lukina, E.A. Satybaldiev (eds.), *O čem ne govorili: dokum. rasskazy i očerki* [Ce dont on ne parlait pas : récits documentaires et essais], Alma-Ata: Žalyn, pp. 84-97.

DIL'MANOV S. & KUZNECOVA E., 1997, *Karlag*, Karaganda: KarGU.

ETKIND Alexander, 2004, «Vremâ sravnivat' kamni. Postrevolûcionnaâ kul'tura političeskoj skorbi v sovremennoj Rossii» [Il est temps de comparer les pierres. Culture postrévolutionnaire du deuil politique en Russie contemporaine], *Ab Imperio*, n°2, pp. 33-76.

GELLNER Ernest, 1983 *Nations and Nationalism*, Oxford: Blackwell.

—, 1991, *Nacii i nacionalizm* [Nations et nationalisme], Moscou: Progress.

GINZBURG E.S., 1989, *Krutoj maršrut: Khronika vremen kul'ta ličnosti, v 2 t.* [Une route escarpée : chronique des temps du culte de la personnalité, en 2 tomes], Riga: Kursiv: tvorč. fotostudiâ Soûza žurnalistov LSSR.

GRIBANOVA E.M., ŽUSYPOVA A.E., ZULKAŠEVA A.S. *et al* (eds), 2008, *Dviženie Alaš. Iz istorii izučeniâ voprosa. Sbornik dokumentov i materialov. 1918-2007 gg.* [Le mouvement Alaš. De l'histoire de l'étude du problème. Recueil de documents et sources. 1918-2008], tome 4, Almaty: El-šežire.

Grinev V.M. *et al.*, 2003, *Uznicy «alžira»: spisok ženŝin-zaklûčennykh Akmolinskogo i drugikh otdelenij Karlaga* [Les détenues d'« alžir » : liste des femmes détenues au camp d'Akmolinsk et dans d'autres divisions du Karlag], Moscou : Zven'â.

Gur'evič L.Â., 1992, *Totalitarizm protiv intelligencii. Iz istorii politiki totalitarnogo gosudarstva v otnošenii intelligencii Kazakhstana* [Le totalitarisme contre l'intelligentsia. De l'histoire de l'État totalitaire vis-à-vis de l'intelligentsia du Kazakhstan], Alma-Ata: Karavan.

Halbwachs Maurice, 2007, *Social'nye ramki pamâti* [Les cadres sociaux de la mémoire], Moscou: Novoe izdatel'stvo.

Hedeler W. & Stark M., 2007a, *Das Grab in der Steppe. Leben im gulag: Die Geschichte eines sowjetischen "Besserungsarbeitslagers" 1930–1959*, Paderborn: Schöningh.

—, 2007b, *karlag Das Karagandinsker "Besserungsarbeitslager" 1930-1959, Dokumente zur Geschichte des Lagers, seiner Häftlinge und Bewacher*, Paderborn: Schöningh.

Hobsbawm Eric J., 1990, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge: Cambridge University Press.

Kakenova G.M., 2006, *Sud'by kazakhskoj intelligencii. Istoriografiâ voprosa: naučnoe izdanie* [Les destins de l'intelligentsia kazakhe. Historiographie de la question : publication scientifique], Astana: cnti.

Kazakhstan v načale xx veka : metodologiâ, istoriografiâ i istočnikovedenie. Sbornik statej [Le Kazakhstan au début du vingtième siècle : méthodologie, historiographie, sources. Recueil d'articles], Almaty: Institut istorii i ètnologii im. Č. Valikhanova nan rk, 1993.

Khazanov Anatoly M., 1995, After the ussr, *Ethnicity, Nationalism, and Politics in the Commonwealth of Independent States*, Madison, WI.

Kojgeldiev M., 1995, *Alaš qozghalysy* [Le mouvement Alaš], Almaty: Atatek.

Koldobskaâ R.V., 1983, «Nacional'no-gosudarstvenno stroitel'stvo v Kazakhskoj ssr» [La construction de l'État-nation en rss kazakhe], *in Voprosy istoriografii Kazakhstana* [Questions d'historiographie du Kazakhstan], Alma-Ata: Nauka, pp. 161-168.

Kukuškina A.R., 2002, *Akmolinskij lager' žen «izmennikov Rodiny»: istoriâ i sud'by* [Le camp des épouses des « traîtres à la Patrie » d'Akmolinsk : histoire et destins], Karaganda: Bolašaq-baspa.

Martin Terry, 2002, «Imperiâ pozitivnogo dejstviâ: Sovetskij Soûz kak vysšaâ forma imperializma?» [An Affirmative Action Empire: The Soviet Union as the Highest Form of Imperialism?], *Ab Imperio*, n° 2, pp. 55-87.

Masanov N.È., Abylkhožin Ž.B., Erofeeva I.V. *et al.*, 2001, *Istoriâ Kazakhstana: narody i kul'tury* [L'histoire du Kazakhstan : peuples et cultures], Almaty: Dajk-press.

Masanov N.È. & Sužikov B.M., 1983, «Kritika buržuaznoj fal'sifikacii nacional'nykh otnošenij v Sovetskom Kazakhstane: k istoriografii problemy»

[Critique de la falsification bourgeoise des relations nationales au Kazakhstan soviétique : historiographie du problème], *in Voprosy istoriografii Kazakhstana* [Questions d'historiographie du Kazakhstan], Alma-Ata: Nauka, pp. 168-179.

NORA Pierre *et al.* (eds.), 1999, *Franciâ-pamât'* [Les lieux de mémoire], Saint-Pétersbourg: izd-vo S.Peterburgskogo universiteta.

NURMAGAMBETOVA R.K., 2003, *Dviženie Alaš i Alaš-Orda. Istoriografiâ problemy 1920-1990 gody XX veka* [Le mouvement Alaš et Alaš-Orda. Historiographie de la question, années 1920-1990], Almaty: Institut istorii i ètnologii im. Č.Č. Valikhanov.

NURPEISOV K., 1991, «Istoriâ odnogo "dela"» [L'histoire d'un "dossier"], *in* Ž.B. Abylkhožin (ed.), *Istoriâ Kazakhstana: belye pâtna* [L'histoire du Kazakhstan : les silences], Ama-Ata: Kazakhstan, pp. 31-49.

—, 1995, *Alaš häm Alašorda* [Alaš et Alašorda], Almaty: Atatek.

PAKUŠ L.V. & Livšic V.M. (eds.), 2004, *Vozvraŝenie iz nebytiâ* [Retour du néant], Gorki: UP Konvent.

RENAN È., 1902, «Čto takoe naciâ?» [Qu'est-ce qu'une nation ?], *in* V.N. Mikhajlovskij (réd. et trad.), *Renan È. Sobranie sočinenij v 12-ti tomakh, t. 6* [E. Renan. Œuvres sélectionnées en 12 tomes, t. 6], Kiev, pp. 87-101.

SHERLOCK Thomas, 2001, «Istoriâ Baltii i sovetskaâ imperiâ: obretenie prošlogo v sovetskom i rossijskom istoričeskom diskurse» [Histoire des États baltes et de l'empire soviétique : appropriation du passé dans le discours historique soviétique et russe], *Ab Imperio*, n° 4, pp. 391-423

SMITH Anthony D., 1986, *The Ethnic Origins of Nationalism*, Oxford: Blackwell.

—, 2002, «Nacionalizm i istoriki» [Le nationalisme et les historiens], *in* B.M. Anderson (ed.), *Nacii i nacionalizm* [Nations et nationalisme], Moscou: Praksis, pp. 236-263.

SMITH Graham, LAW Vivien, WILSON Andrew *et al.*, 1998, *Nation Building in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities*, Cambridge–New York: Cambridge University Press.

STEPANOVA-KLÛČNIKOVA G.E., 2003, *Kazakhstanskij Alžir / Associaciâ žertv nezakonnykh repressij* [L'Algérie du Kazakhstan / Association des victimes des répressions illégales], Moscou, Malinovka, Astana.

SULEJMENOV R.B., 1987, «S.D. Asfendiarov i stanovlenie sovetskoj istoričeskoj nauki v Kazakhstane» [S.D. Asfendiarov et l'émergence de la science historique soviétique au Kazakhstan], in *Velikij Oktâbr' i social'no-èkonomičeskij progress Kazakhstana (istoriografiâ: opyt i problemy*) [Le Grand Octobre et le progrès économique et social du Kazakhstan (historiographie : état des lieux et problèmes)], Alma-Ata: Nauka, pp. 155-183.

SUNY Ronald Grigor, 2002, «Socializm, postsocializm i normativnaâ modernost': Razmyšleniâ ob istorii SSSR» [Socialisme, Post-Socialisme et modernité normative : penser l'histoire de l'URSS], *Ab Imperio*, n° 2, pp. 19-54.

SUROVCEVA N.V., 1989, «Kolymskie vospominaniâ / biogr. spravka D. Kalûžnogo» [Souvenirs de la Kolyma / note biographique de D. Kalûžnij], *in* S.S. Vilenskij

(ed.), *Dodnes' tâgoteet. Vyp. 1: Zapiski vašej sovremennicy* [Cela pèse encore aujourd'hui. n° 1 : notes de votre contemporaine], Moscou: Sov. pisatel', pp. 252-262.

Sydykov E.B., 2012, *Šakarim*, Moscou: Molodaâ Gvardiâ.

Šajmukhanov D.A., Šajmukhanova S.D., 1997, *Karlag*, Karaganda: GRK PO Poligrafiâ.

Šebalin I., 2014, *Sovetskaâ istoriografiâ otečestvennoj istorii (1917–načalo 1990-kh gg)* [Historiographie soviétique de l'histoire nationale, 1917-début des années 1990], Moscou: Flinta.

«Tarikhtyng är paraghy qymbat bìzge» [Chaque page de l'histoire nous est chère], *Socialistìk Qazaqstan*, 25 août 1988.

Tasymbekov A., 1994, *Žan dauysy: alžir arkhipelagy* [La voix de l'âme : l'archipel d'alžir], Almaty.

Tôšenko Ž.T., 2000, « Istoričeskoe soznanie i istoričeskaâ pamât'. Analiz sovremennogo sostoâniâ» [Conscience historique et mémoire historique. Analyse de la situation contemporaine], *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, n° 4, pp. 3-15.

van Meurs W., 2001, «Sovetskaâ ètnografiâ: okhotniki ili sobirateli?» [L'ethnographie soviétique : chasseurs ou cueilleurs ?], *Ab Imperio*, n° 3, pp. 9-42.

Vojtolovskaâ A.L., 1991, *Po sledam sud'by moego pokoleniâ* [Sur les traces du destin de ma génération], Syktyvkar: Komi kn. izd-vo.

Volovič Kh.V., 1989, «O prošlom» [Sur le passé], *in* S.S. Vilenskij, *op. cit.*, pp. 461-494.

Zemskov V.N., 1990, «Specposelency» (po dokumentam NKVD-MVD SSSR) [Les déportés (d'après les documents du NKVD-Ministère de l'intérieur de l'URSS], *Sociologičeskie issledovaniâ*, n°11, pp. 3-17.

Žurtbaj T., 2008, *Uranym Alaš* [Mon cri : Alaš], Almaty: El-šežìre.

Résumé

L'année 1989 a été cruciale dans l'histoire des répressions politiques au Kazakhstan. L'éveil des consciences a conduit à la formation de l'opinion publique et à un intérêt accru pour l'histoire des victimes des répressions politiques. À la fin des années quatre-vingt, cette question mémorielle est devenue centrale pour les autorités étatiques et pour les chercheurs aussi bien dans le but de réhabiliter les victimes que dans un dessein de construction nationale.

Mots clés : Kazakhstan, répression politique, mémoire, Goulag, Alaš, construction nationale

Abstract

The Year 1989: Politics of Memory and Academic Research on Political Repressions in Kazakhstan

1989 was crucial in the history of political repression in Kazakhstan. The awakening of consciousness led to the formation of public opinion and an increased interest in the history of the victims of political repression. In the late eighties this question has become central for State authorities, both to rehabilitate the victims and to support the project of national building.

Keywords: Kazakhstan, political repression, memory, Gulag, Alaš, nation-building

Аннотация

1989 год: политика памяти в академических исследованиях политических репрессий в Казахстане

Всестороннее исследование в казахстанской историографии темы политических репрессий связано с началом перестройки. Средства массовой информации принялись за свои задачи в деле пробуждения народного самосознания. В таких условиях исследование истории политических репрессий было поставлено на повестку дня. Вначале она велась стихийно. Затем начала претворяться через нормативные акты государственного масштаба. После 1989 года вопросы исследования истории политических репрессий и публикации материалов были подняты на государственный уровень.

Ключевые слова : Казахстан, политические репрессии, память, ГУЛАГ, Алаш, национальное строительство